



**81, rue du Temple - 75003 PARIS**

# **Lettre d'information**

**n° 111/112**

**juin-septembre 2006**

**2 Euros**

ISSN 0996-5572

Communiqué du Comité Stop-Nogent, vendredi 16 juin 2006:

## **Le Comité Stop Nogent a la tristesse de vous apprendre le décès de Claude Boyer.**

Depuis plusieurs années il était le représentant légal et le directeur de la Lettre d'information du comité. A cause de ses problèmes de santé il se plaignait récemment de n'avoir pas pu participer, pour la première fois, aux dernières réunions du comité.

Son franc-parler et ses critiques mordantes, son intransigeance vis-à-vis des compromis, vont nous manquer.

Vous trouverez deux articles de Claude sur la sûreté dans la [...] Lettre d'information [n°109/110] de Stop Nogent. Il ne le savait pas et nous non plus : c'est l'adieu de Claude aux antinucléaires...

[http://www.dissident-media.org/stop\\_nogent/Stop\\_nogent\\_109\\_110.pdf](http://www.dissident-media.org/stop_nogent/Stop_nogent_109_110.pdf)

## **Amis lecteurs et adhérents de Stop-Nogent,**

La lettre d'information 109/110 que vous avez reçue était prête à l'envoi quand Claude est décédé. Il souffrait énormément depuis plusieurs mois et était malade probablement depuis longtemps. Nous l'avons vu dépérir en un mois et sa fin par cancer a été littéralement foudroyante.

Seuls ont pu être prévenus personnellement les militants assistant aux réunions, les anciens de Stop Nogent, les militants de diverses associations ayant un réseau e-mail, les Verts par l'intermédiaire de ses anciens collègues de travail. Le bouche à oreille a fonctionné et sa fille cadette, son gendre, son petit-fils n'étaient pas seuls lors de la mise en bière de Claude à l'Hôtel Dieu.

## **Claude, un antinucléaire authentique et atypique**

La particularité de Claude Boyer qui a participé aux luttes antinucléaires contre l'implantation des réacteurs de Chooz dans les Ardennes c'est qu'il était autodidacte et son parcours a été particulier. Il devance l'appel pour échapper à l'atmosphère familiale et c'est à l'armée qu'il va apprendre tout ce qu'il y a à savoir sur les moteurs d'avion. Ce sera son seul bagage scientifique mais qui va le rendre boulimique pour tout ce qui touche au technique.

Ainsi son expérience il l'a acquise sur le tas et pourtant, par ses questions il a pris au dépourvu pas mal d'experts du nucléaire en montrant beaucoup d'intuition. Il nous a prouvé que quelqu'un de motivé avec seulement son certificat d'études pouvait maîtriser des problèmes importants de sûreté nucléaire. Relisez les vieux numéros de la *Lettre d'information de Stop Nogent* et ses questionnements : entre autres sur les circuits de refroidissement du réacteur, essentiels pour la sûreté avec les puisards bouchés par les détritiques, les buses d'aspersion et leur maillage qui ne permettrait pas la re-circulation de l'eau de refroidissement en cas de nécessité (ce qui pourrait conduire au dénoyage du cœur tant redouté), les défauts des barrières thermiques des pompes primaires. Sans parler de ce fameux alliage Inconel 600 dont on savait pourtant dès 1959 qu'il fissurait sous contrainte (il y a des pénétrations pour l'instrumentation en inconel 600 en *fond de cuve*...).

Parfois il pinaillait des détails, mais il arrivait qu'au passage il mette le doigt sur un phénomène important comme lorsqu'il a subodoré, à partir de l'augmentation des débits d'eau évaporée par les aéroréfrigérants des deux réacteurs de Nogent (ce qui correspond à plus d'eau prélevée dans la Seine) qu'il y avait eu une augmentation de puissance électrique des réacteurs avec fonctionnement *au-dessus* de la puissance électrique maximale prévue, ce qui s'est avéré exact. A cette occasion on a appris par l'autorité de sûreté nucléaire que c'est la puissance *thermique* -dite puissance nominale- qui est fixée par les textes officiels et pas la puissance *électrique*. Claude en déduisait que cette augmentation de puissance, liée à un meilleur

rendement par amélioration du refroidissement, devait engendrer une augmentation du débit d'eau dans le primaire ce qui pouvait entraîner des turbulences hydrauliques avec pour conséquences des phénomènes de fatigue des matériaux –est-ce le cas du fretting qui a été observé ?– et des usures prématurées des tuyauteries (à suivre...). Cette passion il l'a aussi eue pour dénoncer les simplifications mensongères de l'effet de serre. On s'est bien moqué de Claude et de ses pets de vaches générateurs de méthane bien plus dommageable que le gaz carbonique. On a appris dernièrement qu'en Australie est mise à l'étude une alimentation des bovins qui ferait diminuer la nocivité de ces émanations !

Claude a compris l'impasse que représentent les déchets nucléaires et le fantasme de la transmutation : il n'y a pas de solution (il s'est farci la thèse d'un chercheur CEA des années 70). Il a ressenti ce que signifie Tchernobyl pour les liquidateurs et la population vivant en zones contaminées. C'est le sort qui nous attend en cas d'accident majeur. Ce qu'il voulait c'est qu'on sorte du nucléaire au plus vite et sur la base des données chiffrées il a vu que c'était possible avec notre parc thermique classique (ou thermique à flamme). La production d'électricité par les fossiles charbon, fioul gaz, avec le charbon majoritaire pouvait nous permettre de « sortir du nucléaire » (ou de s'approcher réellement de la sortie...). On a laissé EDF démanteler ce potentiel sans le remplacer, ni par des centrales à « charbon propre » -par chaudière à lit fluidisé circulant LFC ou par gazéification du charbon ou autres procédés modernes existants- ni par des turbines à gaz naturel et à cycle combiné.

Claude était intransigeant. Est-ce un défaut quand on voit le laxisme de l'autorité de sûreté vis-à-vis d'EDF, quand on voit l'indifférence des médias, des politiques, quand des antinucléaires proposent de fausses solutions qui sèment du rêve et mènent à une voie de garage ? En fait il a souffert du désengagement des antinucléaires français par rapport à des solutions réalistes adaptées à notre position unique et aberrante dans le monde, celle de nos 80% d'électricité nucléaire.

*Merci aux correspondants de Claude, aux adhérents de Stop-Nogent et aux lecteurs de la Lettre d'information qui nous ont témoigné leur sympathie.*

# L'électronucléaire en France

Les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki ont été éprouvés au Japon comme des actes de guerre d'une intervention militaire. Dans les pays occidentaux, en France en particulier, le bombardement et la destruction d'Hiroshima ont donné lieu à une interprétation où la guerre n'était pas l'élément essentiel. Bien sûr, après la capitulation des armées allemandes le 8 mai 1945 on était encore en guerre dans le Pacifique, mais les médias français n'ont vu dans la destruction totale des deux villes qu'un incident militaire, pour eux le sens de la destruction d'Hiroshima et Nagasaki en moins de quelques secondes était ailleurs.

Ainsi le journal *Le Monde* daté du 8 août 1945 titre en première page « *Une révolution scientifique : les Américains lancent leur première bombe atomique sur le Japon* ». La destruction quasi instantanée d'Hiroshima le 6 août 1945, celle de Nagasaki trois jours plus tard, les morts par l'onde de choc, par sublimation, l'agonie des brûlés, toutes ces conséquences objectives épouvantables n'ont pas fait partie des préoccupations majeures des médias français. En Occident et en France en particulier cette réalité fut perçue comme la preuve matérielle que les hypothèses des scientifiques sur l'importance de l'énergie contenue dans la matière étaient vraies. Plus les destructions à Hiroshima étaient importantes et plus cela renforçait ces convictions, conséquences subjectives d'Hiroshima. Pour les scientifiques et les politiciens la destruction d'Hiroshima et Nagasaki a été, non pas un désastre, mais la preuve que la libération de cette énergie annonçait un avenir fabuleux, celui d'une énergie quasi gratuite, sans limite, l'apogée du progrès et la survenue d'une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité : l'âge atomique.

Quelques années plus tard lorsqu'il est devenu évident que la France et les pays occidentaux pouvaient eux aussi être la cible de ces bombes atomiques l'état d'esprit a changé mais les conséquences subjectives sont restées dans les têtes et finalement l'idéologie à la base du développement de l'électronucléarisation massive de la France a été fondée sur le « progrès » dans l'efficacité des massacres, ceux subis par les habitants d'Hiroshima et Nagasaki.

## Où en est le nucléaire aujourd'hui ?

Rappelons qu'en 1974, profitant de la crise pétrolière, le gouvernement français décide d'accélérer le lancement du programme électronucléaire grandiose concocté par les nucléocrates depuis bien des années (il était envisagé 200 réacteurs sur 50 sites pour 1990 !) Il faut remarquer que c'est au moment où aux Etats-Unis les américains décident d'arrêter le développement de l'énergie nucléaire, que la France lance son programme.

Rien de changé par rapport à 1998 : le parc français comprend 58 réacteurs à eau pressurisée (réacteurs PWR sous licence américaine Westinghouse) installés sur 19 sites représentant une puissance électrique de 62 950 MW et 1 réacteur à neutrons rapides de 233 MWe (ce réacteur « Phénix » a connu une mise à l'arrêt de plusieurs années pour des raisons techniques).

Le lobby nucléaire est toujours aussi puissant en France et la volonté politique est de maintenir et développer l'électricité nucléaire en France et à l'étranger :

- Ainsi la France vient de donner le signal d'une relance du nucléaire mondial par la vente à la Finlande d'un réacteur de 1600 MWe appelé EPR (European Pressurized Reactor, le groupe français AREVA est chargé de la partie nucléaire, la partie non nucléaire revient à Siemens) et par la décision d'implanter un réacteur identique dans la centrale de Flamanville à côté des deux réacteurs existants à eau pressurisée (réacteurs PWR) de 1330 MWe. Ces nouveaux réacteurs EPR sont de même conception, mais avec une

puissance plus élevée, que les quatre PWR de 1450 MWe mis en exploitation à Chooz et Civaux avec beaucoup de retard (Chooz, deux réacteurs couplés au réseau en 1996 et 1997 respectivement 12 ans et 10 ans après le début des travaux ; Civaux, deux réacteurs couplés au réseau en 1997 et 1999 après 6 ans de travaux mais qui n'ont eu une production significative qu'en 2001). Ces réacteurs entièrement français, contrairement aux PWR sous licence américaine Westinghouse, ont connu depuis leur mise en route de nombreux incidents et la liste n'est certainement pas close, puisque c'est le réacteur lui-même, lorsqu'il est en fonctionnement, qui permet de détecter les dysfonctionnements qui n'ont pas été imaginés lors de la conception. Par exemple des fissurations et fuites d'eau des tuyauteries dues à des corrosions imprévues dans des zones où se mélangent eau chaude et eau froide.

Il est clair que la compétition va être rude sur le plan international avec la perspective du marché chinois. Mais la Chine ne veut pas seulement importer des réacteurs elle désire également importer la technologie. Or le groupe français AREVA ne peut pas fournir la technologie EPR puisque le nouveau réacteur EPR n'est encore opérationnel nulle part. La promesse de faire l'EPR finlandais en 5 ans paraît très problématique et la propagande faite en faveur de ce réacteur relève de l'escroquerie.

- Un autre signe important de maintenir le nucléaire en France et la volonté de renouveler le parc français en remplaçant au fur et à mesure les réacteurs qui seront mis à l'arrêt en raison de leur vieillissement, est donné par la construction imminente d'une nouvelle usine d'enrichissement d'uranium.

S'il y a eu pour le vingtième anniversaire de Tchernobyl un grand rassemblement antinucléaire dans la ville portuaire de Cherbourg pour protester contre l'EPR de Flamanville -proche de Cherbourg- aucune action d'envergure n'a été menée contre le remplacement de l'usine d'enrichissement d'uranium utilisant le procédé d'enrichissement par diffusion gazeuse (installation EURODIF appelée aussi « Georges Besse I ») par une usine appelée « Georges Besse II » utilisant la centrifugation, procédé beaucoup moins coûteux utilisé à l'étranger depuis des années. Le démarrage était prévu en 2006 mais il y a du retard, peut-être à cause des accords avec les partenaires européens qui ont mis en oeuvre ce procédé depuis très longtemps. Les seuls antinucléaires qui se sont manifestés contre cette nouvelle usine en interpellant la population et les élus sont ceux de la région du Limousin car ils sont préoccupés par l'uranium appauvri qui résulte de l'enrichissement. En Limousin, à Bessines, sur un ancien site d'extraction d'uranium et de transformation du minerai, sont déjà stockés dans des hangars de type agricole, des milliers de conteneurs renfermant près de 100 000 tonnes d'oxyde d'uranium appauvri arrivant dans des convois par chemin de fer depuis le sud-est de la France et il est prévu d'en stocker 199 900 tonnes ! Mais où ira l'uranium appauvri, résidu de la nouvelle usine d'enrichissement ?

En France on continue le retraitement à l'usine de la Hague, on fabrique le combustible MOX qui est désormais utilisé dans vingt réacteurs et pourtant les problèmes s'accumulent en plus du problème du stockage des déchets de haute activité qui est loin d'être résolu.

## Où en est la sûreté nucléaire en France ?

Du point de vue de la sûreté le nucléaire français va mal, bien que les incidents soient moins spectaculaires qu'au Japon où il y a eu un mort d'hommes.

En effet les incidents se multiplient sur tous les sites mettant en lumière, en plus des erreurs de conception, des dysfonctionnements liés à la libéralisation du marché de l'électricité. Cela ne se traduit

pas seulement par la difficulté rencontrée parfois à trouver des pièces de rechange pour la maintenance du matériel (car à EDF comme dans toute l'industrie et tout le secteur commercial c'est le règne du « flux tendu ») mais aussi par des fautes du management quand des incidents précurseurs ne sont pas pris en compte par la hiérarchie et se terminent par un incident plus grave ou que certains incidents ont lieu car les équipes doivent travailler à la limite de leur capacité.

Le stress décrit auparavant pour les travailleurs intérimaires dans les entreprises sous-traitantes d'EDF affecte désormais le personnel EDF à tel point que les médecins du travail, généralement assez respectueux de leur employeur EDF, tirent la sonnette d'alarme en s'inquiétant ouvertement de la situation.

Le malaise gagne les syndicats et il est surprenant de voir que le syndicat CGT, très pro-nucléaire, a organisé une conférence de presse à Nogent-sur-Seine à 80 km de la région parisienne (2 réacteurs 1350 MWe *en amont* de Paris) au cours de laquelle ont été décrits des incidents sérieux qui ont été minorés par les autorités de sûreté et qui mettent en cause la gestion par le management. Les relations de travail sont détestables, d'où stress, dépressions nerveuses, et il est même question de suicides et d'actes de malveillance. Malheureusement les médias nationaux ne se sont pas déplacés et ainsi la grande presse n'a pas rendu compte d'une détérioration de la situation qui peut conduire à des incidents graves et à l'accident majeur.

Donnons simplement quelques exemples d'erreurs de conception (en plus de celui de Civaux évoqué précédemment) :

- En cas d'urgence avec nécessité de refroidir le cœur, deux circuits sont essentiels : le circuit d'aspersion d'eau et le circuit qui récupère cette eau et permet sa re-circulation or on s'aperçoit que les puisards qui doivent récupérer cette eau sont très souvent bouchés par des débris de toutes sortes (débris de calorifugeages, peinture et ciment etc.). C'est un problème « générique » qui affecte tous les réacteurs.

- Les centrales ont été construites près de rivières à débit d'eau insuffisant comme Civaux. Arrêt de réacteurs par manque d'eau lors de la canicule de l'été 2004 -on a arrosé sans succès le dôme des réacteurs de Fessenheim !

- Non prise en compte des inondations externes pour la majorité des centrales nucléaires (comme l'a montré l'inondation de la centrale du Blayais lors de la tempête de décembre 1999 ayant nécessité la mise en œuvre du plan d'urgence interne avec défaillance des circuits de sécurité ; inondation causée, entre autres, par la construction de la plate-forme de l'îlot nucléaire à une cote trop basse dès l'origine au vu des niveaux des marées observés antérieurement dans l'estuaire de la Gironde, des digues de protection pas assez hautes et par l'ignorance de la hauteur des vagues dans l'estuaire. (Heureusement le jour de la tempête de décembre 1999 c'était une marée de faible coefficient !)

- Non prise en compte des possibilités d'inondation interne (comme à Nogent-sur-Seine en septembre 2005 par éclatement d'une tuyauterie sur le circuit de refroidissement de la turbine).

- Le mauvais positionnement de certaines tuyauteries vapeur par rapport à des locaux importants comme la salle des armoires électriques où le simple oubli de fermeture d'une vanne a entraîné l'arrivée d'une masse de vapeur et eau sur des tableaux électriques provoquant des variations de flux neutronique avec un arrêt d'urgence intempestif et une inondation des locaux. Une rupture de ces tuyauteries mal situées pourrait conduire à une mise hors service de circuits de commandes qui rendrait délicate les manœuvres pour mettre le réacteur dans un état « sûr ».

- Etc.

Pour l'instant les nombreux incidents n'ont pas eu de conséquences graves. Pour combien de temps ? Étant donné la libéralisation du

marché de l'électricité, la logique de baisse des prix de revient va entraîner une sûreté bradée ayant pour conséquences une multiplication des incidents -y compris les actes de malveillance à l'intérieur des centrales, comme l'ont révélé récemment des syndicalistes-, une augmentation de tous les dysfonctionnements de management s'alliant à une détérioration globale liée au vieillissement des réacteurs, à un mauvais contrôle qualité des matériaux, à la négligence d'incidents précurseurs, le tout aggravé par la possibilité d'actes terroristes.

Il y a de quoi être très inquiet, d'autant plus que les autorités françaises se préparent à la gestion d'un accident majeur si l'on se fie au nombre de décrets qui sont publiés sur ce sujet depuis 2003. Or ce qui apparaît clairement c'est qu'une « bonne » gestion d'une catastrophe nucléaire est impossible, elle conduit inévitablement à laisser vivre des habitants et leurs enfants dans des régions contaminées. Pour le prochain accident nucléaire les responsables internationaux en radioprotection recommandent des normes post-accidentelles de vie quotidienne conduisant à des doses de rayonnement très élevées.

Jusqu'à présent les effets biologiques nocifs du rayonnement étaient basés essentiellement sur les études épidémiologiques des survivants d'Hiroshima et Nagasaki qui ont subi un flash de rayonnement externe (gammas et neutrons). Les études récentes montrent que les survivants ont développé, outre les cancers et leucémies, d'autres maladies radioinduites : des pathologies cardiaques, maladies du foie, affections de la thyroïde, myoma utérin etc. Mais les effets biologiques d'une contamination interne chronique par une nourriture produite sur des terres contaminées par les retombées radioactives comme celles de Tchernobyl sont nouveaux, les habitants des zones contaminées de l'ex-URSS sont les sujets d'une « expérimentation » inédite. Les observations effectuées localement par les médecins de ces régions ont montré la dégradation de la santé des habitants et surtout de celle des enfants, soumis à de faibles doses de rayonnement, dégradation perceptible dès les premières années ayant suivi l'explosion du réacteur de Tchernobyl et qui furent à l'origine des manifestations populaires qui ont eu lieu fin 1988-début 1989 car les habitants voulaient être évacués hors des zones contaminées. Depuis, en plus des cancers de la thyroïde qui ont fini par être reconnus par les instances internationales, les enfants et adolescents souffrent de pathologies multiples, cardiopathies, cataractes, fatigue, allergies etc. par atteinte de tous les systèmes fonctionnels, immunitaire et endocrinien entre autres comme l'ont montré les études du Pr. Bandajevsky et de ses collaborateurs de l'Institut de médecine de Gomel (Biélorussie), études à l'origine réelle de son emprisonnement pendant plusieurs années par les autorités du Bélarus. On constate dans les hôpitaux de Minsk une mortalité élevée des nourrissons par malformations cardiaques. Vingt ans après, enfants et adolescents qui n'étaient pas nés au moment de Tchernobyl, sont en mauvaise santé. Or ces pathologies qui ont été observées surtout au Bélarus, le pays le plus contaminé par les retombées radioactives, sont niées *a priori* par les experts internationaux car les doses efficaces calculées d'après les modèles officiels sont considérées comme trop faibles pour avoir un effet.

Ce qui nous oblige à exiger l'arrêt du nucléaire militaire et civil sans attendre, si nous ne voulons pas que nos enfants et petits-enfants connaissent le sort des populations des zones contaminées de l'ex-URSS.

Roger et Bella Belbéoch

*Ce texte a été écrit pour servir de préface à la traduction japonaise de notre livre « Sortir du nucléaire c'est possible avant la catastrophe ».*

# Une lutte exemplaire contre l'électronucléaire

En 1974 le ministre d'Ornano publie un rapport dans lequel figure une liste de sites possibles de centrales nucléaires. Le gouvernement nucléocrate s'appuyait sur la crise pétrolière de 1973 pour accélérer la nucléarisation de l'électricité en France, prévue depuis longtemps par le comité PEON (production d'électricité d'origine nucléaire) créé en 1950.

A Erdeven, petite localité au sud de Lorient, des habitants découvrent qu'on veut leur flanquer une centrale nucléaire. Il y a eu une réaction spontanée de la quasi totalité des habitants (mis à part le pharmacien qui a eu droit à l'inscription « collabo » sur sa vitrine).

A l'origine, quelques habitants décident de se rencontrer un soir dans le café du coin. Le bouche à oreille ayant joué l'afflux est tel que c'est une véritable réunion publique qui doit se tenir dans un lieu plus approprié. Ce qui est intéressant dans la réaction des habitants d'Erdeven et des alentours c'est qu'il ne s'agissait pas seulement d'un refus d'un réacteur chez eux mais d'un refus de l'énergie nucléaire. Les réactions publiques de 1974 firent reculer le gouvernement et Erdeven fut supprimé des sites nucléaires. En mars 1975 une manifestation contre le nucléaire fut symbolisée sur la plage d'Erdeven par l'inauguration d'une statue, une main ouverte exprimant le refus, portant sur l'énorme souche servant de socle « NON AU NUCLEAIRE » « NON aux CENTRALES NUCLEAIRES 30 mars 1975 ».

Cette réaction unanime des habitants d'Erdeven et des localités voisines (Belz, Guidel ...) n'a guère eu de conséquences dans la ville de Lorient, pourtant proche, et en particulier chez les politiciens lorientais.

Quand nous avons débarqué à Erdeven à quelques membres du GIT (Groupe Information Travail- Saclay) accompagnés de Roger nous avons été surpris. Dans la petite épicerie une affiche manuscrite disait « Mieux vaut les fesses à l'air qu'une centrale nucléaire » (l'année précédente un club nudiste s'était installé sur la plage ce qui avait fait scandale). Au-dessus des pommes de terre trônait notre best seller de février 75 sur « La sécurité du travail au Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay » qui dénonçait les entorses à la radioprotection ! « (...) Dans le cadre du « tout électrique, tout nucléaire », il nous paraît important de montrer que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, même dans un Centre d'Etudes Nucléaires comme Saclay. Que dire alors des centres de production, La Hague et Marcoule, ou ceux de l'industrie privée comme Malvézi, et des mines d'uranium comme celle de La Crouzille... ».

Nous avons eu une réunion en petit comité avec des antinucléaires d'Erdeven. Nous avons appris que leur tentative de rallier les habitants de Plogoff à une action plus globale contre le nucléaire –Plogoff étant aussi sur la liste des sites– avait échoué car à Plogoff ils avaient confiance en Giscard d'Estaing qui avait promis que les centrales ne seraient implantées qu'avec l'accord de la population. Ils ont su plus tard combien ils avaient été naïfs et la lutte des habitants de Plogoff a inauguré la guérilla antinucléaire. Mais avec le recul on voit que c'était uniquement contre la centrale de Plogoff, ce n'était pas un « NON aux centrales nucléaires » en général.



Les militants d'Erdeven étaient pacifistes et chagrinés de voir que les marins-pêcheurs n'assistaient pas aux réunions. Eux, ils avaient acheté des cartouches...La venue du général La Bollardière, apôtre de la non-violence les avaient laissés indifférents.

Nous avons eu un échange extrêmement intéressant « Comment, vous êtes antinucléaires et vous travaillez au CEA ? » Nous étions 5 et tous nous étions impliqués dans la recherche fondamentale sur des sujets n'ayant rien à voir, même de loin, avec le nucléaire. Bien sûr on s'était déjà posé la question : « Pourquoi le CEA nous paie-t-il ? » et cela a alimenté nos réflexions sur le rôle d'alibi de la recherche. Mais à notre question « Et vous qu'est-ce que vous faites ? » on a appris qu'il y avait parmi nous un publiciste (est-ce important pour la vie que nous aimerions vivre ?), un marchand de biens immobiliers (idem), un paysan (et les nitrates tu en fais quoi ?). Ainsi le débat a porté, non pas sur la gestion des moyens de production, le préalable des marxistes de toutes tendances, mais sur « qu'est-ce qu'on devrait produire pour que la vie soit vivable ». Ce débat a toujours été escamoté et est toujours d'une brûlante actualité.

Nous avons été très étonnés des connaissances pointues des antinucléaires que nous avons rencontrés. Ce qui est important c'est que la réaction à Erdeven a été spontanée et que les gens se sont renseignés rapidement sur les dangers du nucléaire et cela sans l'intervention de scientifiques, experts ou contre-experts.

R.B. et B.B.

# Vivre au XXI<sup>e</sup> siècle, se chauffer à la bombe

C'est le titre d'un article de 4 pages consacré par *Libération* (28/29 septembre 2002) au problème posé aux américains par le **stock de plutonium militaire inutilisable militairement**. Ce qui est bizarre c'est qu'on ne s'interroge pas sur ce curieux phénomène : les militaires fabriquent une quantité énorme de plutonium que manifestement ils ne pourront pas utiliser, quelle que soit la situation internationale. Qui a poussé à la constitution d'un tel stock ? Certainement pas les militaires à moins qu'on ne les ait convaincus que ce plutonium produirait des armes bien plus performantes. Qui ? Seuls des scientifiques peuvent réussir cette performance. Les militaires américains ont finalement compris que les armes atomiques, même bien plus performantes, ne servaient à rien et ne pouvaient pas être utilisées dans les conflits modernes, ces conflits permanents dans le monde auxquels ils doivent faire face. Ils se trouvent avec un stock de plutonium qu'il faut protéger, car ce plutonium en excès devenait, contrairement à sa destination initiale, un danger non pas pour d'éventuels ennemis mais pour leur propre pays. Comment le stocker pendant un temps long pour le mettre à l'abri des « états voyous », des « malveillants » ? Ce problème d'un stockage efficace ne concerne pas uniquement les USA mais tous les pays nucléarisés militairement (sauf ceux qui envisagent réellement l'usage des bombes nucléaires).

Que faire de ces stocks de plutonium que les scientifiques avaient justifiés ? Impossible de les garder en surcapacité car à quoi bon être en possibilité de détruire un ennemi lorsqu'on a la possibilité de détruire plusieurs fois la vie sur la terre !

Les armes nucléaires qu'Hiroshima et Nagasaki ont mis sur le marché et qui avaient alimenté la guerre froide USA/URSS s'avèrent totalement inutilisables dans les guerres qui se développent un peu partout dans le monde. Dans ces conflits localisés, attaquants et attaqués sont si proches qu'ils seraient tous soumis aux effets de l'impact d'une bombe.

Les dirigeants américains ont fait appel à leur Académie des sciences pour trouver une solution. Une telle démarche chez nous serait incongrue, compte tenu de l'incompétence notoire de nos académiciens. Si vous cherchez des références bibliographiques sur des problèmes sociaux, écologiques, sanitaires etc. vous aurez du mal à trouver mention de notre Académie des sciences dans des revues scientifiques internationales qui servent de référence. Par contre vous en trouverez évidemment dans nos médias.

Les académiciens américains ont été officiellement consultés pour ce problème de plutonium. Ils ont publié en 1994 et 1995 une étude très détaillée dans deux volumes « Management and disposition of excess weapons » (Gestion et dispositions à prendre pour les armements en excès). Ces scientifiques reconnaissent que la course aux armements a conduit à produire un excès de plutonium (non utilisable pour l'énergie civile) d'armes de destruction massive. Bien évidemment ces textes n'expliquent pas quel a été le moteur essentiel de cette surproduction de plutonium. La communauté scientifique internationale a une certaine cohérence et est très attentive à sa

protection sociale.

L'arrivée du plutonium américain en France pour le transformer en combustible MOX (mélanges d'oxydes de plutonium et d'uranium) a donné lieu dans **tous** les journaux à un délire pro-français : les américains reconnaissent la validité du retraitement, ils se lançaient dans le MOX. Stupidités. Pour les américains, d'après les deux volumes de l'académie des sciences des USA le problème est totalement différent. Dès la première page de l'introduction on trouve la préoccupation des académiciens : l'existence de ce surplus de matière constitue un danger clair et actuel pour la sécurité nationale et internationale. Aucune des options jusqu'à présent identifiées pour la gestion de ce matériau peut éliminer ce danger, tout ce qu'elles peuvent faire c'est de réduire les risques.

Le problème que se posent ces scientifiques est d'essayer de minimiser les dangers de ce plutonium militaire totalement inutile en cas de guerre mais particulièrement dangereux en période de paix ! Ils disent assez rapidement quelles peuvent être les solutions :

- « fabrication et utilisation comme combustible [nucléaire] dans les réacteurs existants ou dans des réacteurs modifiés »
- « vitrification en combinaison avec des déchets fortement radioactifs »

Ces académiciens, socialement bien intégrés et conscients de l'importance financière des problèmes, expliquent cependant :

« La valeur énergétique du plutonium ne devrait pas être un critère pour les décisions car le coût de la fabrication du combustible nucléaire le rend non compétitif en comparaison du combustible d'uranium faiblement enrichi. De plus la valeur économique du plutonium est faible maintenant et dans le futur comparée aux risques vis-à-vis de la sécurité ».

Ces scientifiques sont méchants avec les responsables de la sécurité nucléaire quand ils font remarquer que « l'efficacité du système de sécurité ne l'est souvent en pratique que sur le papier » mais ils ne font aucune comparaison entre les coûts monétaires d'un système de sécurité incompétent et les réels dégâts possibles qui peuvent en résulter.

Soucieux de l'avenir les physiciens de l'Académie des sciences précisent clairement leurs préoccupations :

« Dans l'approche des déchets des combustibles nucléaires, une fraction non négligeable de plutonium restera dans le combustible usé. Le but de cette approche n'est pas de **détruire le plutonium** [souligné par moi] mais de le fissionner en produits hautement radioactifs qui nécessiteraient des procédures difficiles pour une utilisation militaire [ultérieure] ».

« Les options doivent être de transformer le plutonium militaire sous sa forme physique afin qu'il ne soit pas accessible pour un usage militaire ».

L'utilisation de ce plutonium pour obtenir de l'énergie n'était pas pour eux une solution valable concernant la sécurité. Ils font remarquer que « l'utilisation des réacteurs rapides [du type Superphénix] ne peut pas être une solution pour le pluto-

*nium militaire en excès ».*

Finalement ces scientifiques ont recherché quel était le meilleur moyen de protéger le plutonium militaire (et civil) en excès énorme afin qu'il ne soit pas détourné d'une façon dramatique.

La seule solution qu'ils ont trouvée est que ce plutonium soit contaminé de façon qu'il ne soit pas accessible facilement, par son introduction dans le combustible nucléaire sous la forme du MOX **et de ne pas retraiter le combustible usé**. De cette façon le plutonium restant est difficilement accessible car il est confiné dans un déchet extrêmement radioactif. Il faudrait attendre 300 ans pour que ce combustible usé soit abordable sans trop de danger.

#### **La solution proposée est donc un anti-retraitement.**

Rappelons que le retraitement, comme celui qui est effectué à La Hague, consiste à extraire le plutonium des combustibles usés d'oxydes d'uranium, donc de le rendre facilement accessible qui est ce que redoutent les académiciens américains.

#### **Notes :**

##### **Quelques extraits du rapport de l'Académie des sciences des USA**

*« Avec la fin de la guerre froide des dizaines de tonnes de plutonium militaire et des centaines de tonnes d'uranium très enrichi sont supposées être déclarées comme des surplus par rapport aux besoins militaires aux USA et en Russie ».*

*« Les coûts monétaires des diverses approches pour gérer le plutonium militaire sont d'une importance secondaire comparés aux problèmes de la sécurité »*

*« L'existence de ce surplus de ce matériau constitue un danger évident et immédiat pour la sécurité nationale et internationale. Aucune des options identifiées jusqu'à présent pour gérer ce matériau peut éliminer ce danger ; tout ce que l'on peut faire c'est de réduire les risques »*

*« Le stockage ne doit pas durer indéfiniment. Il y a des raisons importantes de rechercher d'autres approches qui fournissent des barrières supplémentaires contre l'utilisation de ce matériau comme armes car la responsabilité d'un stockage indéfini des matériaux militaires en excès concernant la non prolifération des armes nucléaires et la possibilité de vols dans le cas d'une perte de l'autorité gouvernementale conduirait à des risques importants ».*

*« Sous l'administration Carter, les USA décidèrent de ne pas retraiter le plutonium civil et de ne pas poursuivre le cycle du combustible plutonium et lancèrent une campagne internationale pour convaincre les autres pays que la séparation du plutonium des combustibles nucléaires [usés] n'était pas économique et posait des risques importants de prolifération ».*

*« Dans ce contexte, les politiciens devront tenir compte du fait que choisir l'usage du plutonium militaire dans des réacteurs pourrait être perçu par certains comme l'approbation généralisée des USA du cycle du combustible plutonium ».*

#### **Références :**

- "National Academy of Sciences, Management and disposition of excess weapons plutonium", National Academy Press, Washington DC 1994 (275 pages).
- "National Academy of Sciences, Management of excess weapons plutonium, Reactor-Related Options", National Academy Press, Washington DC 1995 (418 pages).

### **In Memoriam**

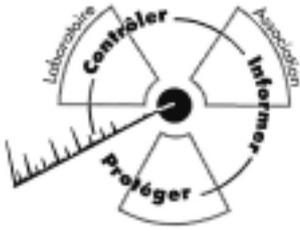
**Françoise Lecuir**, du comité antinucléaire Stop-Civaux, nous a quittés le 25 août. Les problèmes du fleuron français du palier N4, la turbine, la corrosion et rupture de tuyauteries, les rejets dans la Vienne et les amibes *Naegleria Fowleri* etc. Françoise a contribué à nous les faire connaître avec minutie. Elle a été pour Stop Nogent une interlocutrice attentive, notamment vis-à-vis du scénario de sortie du nucléaire par les fossiles. La leucémie l'a vaincue mais elle nous a donné l'exemple d'une vitalité extraordinaire jusqu'au bout...

**Solange Fernex** s'est éteinte sereinement le 11 septembre. Militante politique, figure historique des Verts, députée européenne elle a participé à de multiples combats comme écologiste, pacifiste non violente, féministe, antinucléaire. Sur le nucléaire de sérieuses divergences nous séparaient, le sort des déchets, la façon de sortir du nucléaire, mais l'estime était réciproque et la volonté de faire connaître les effets nocifs de l'irradiation chronique liés à Tchernobyl nous était commune. Son dernier combat, la création le 27 avril 2001 de l'association des enfants de Tchernobyl-Bélarus pour venir en aide aux enfants des zones contaminées du Bélarus et son dernier souhait, soutenir l'institut de radioprotection BELRAD afin que se poursuive et s'intensifie l'aide aux enfants...

#### **Que penser de nos médias ?**

Ils ont transmis les informations officielles : les américains qui, il y a très longtemps, avaient abandonné le retraitement des combustibles usés (sauf bien évidemment pour leurs réacteurs militaires spécifiquement plutonigènes) reconnaissaient leur erreur et faisaient appel aux français pour se lancer dans cette technologie qui débouchait sur des combustibles au plutonium. Manifestement aucun journaliste n'a lu les rapports de l'Académie des sciences des USA. Nos médias ne sont finalement que le résultat de vases communicants dont les réservoirs sont les nucléocrates. Mais nos « antinucléaires » n'ont guère réagi bien différemment pour donner quelques explications rationnelles de cette démarche américaine qui adoptait la filière MOX non pas pour ses performances énergétiques mais en tant que moyen de polluer le plutonium qu'ils ont en excès.

R.B., 2005.



## CRIIRAD

Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité

Tel.: 04 75 41 82 50 / Fax: 04 75 81 26 48

E-mail: [contact@criirad.org](mailto:contact@criirad.org) / Internet: [www.criirad.org](http://www.criirad.org)

# APPEL INTERNATIONAL

## pour la vérité sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl

En association avec le Dr Galina BANDAZHEVSKAYA et le Pr Youri BANDAZHEVSKY (Biélorus), avec le soutien du Dr Rosalie BERTELL (États-unis) et de Bella BELBÉOCH (France), le président de la CRIIRAD, Roland DESBORDES, a lancé ce jour, à Paris, un appel international aux États membres de l'ONU et à son secrétaire général, Kofi ANNAN pour :

1. la constitution d'une commission d'enquête sur la manière dont les agences onusiennes ont géré le dossier Tchernobyl. L'audit doit tout particulièrement concerner les interventions de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et le comité spécialisé sur les effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR).

En fonction des résultats des travaux de la commission, les signataires de l'appel décideront de saisir, ou non, le tribunal pénal international.

2. la révision des statuts de l'AIEA : tant que cette agence a pour mission fondamentale de promouvoir le nucléaire civil partout dans le monde, il est impératif de lui confisquer tout pouvoir en matière d'évaluation des risques et d'élaboration des normes de protection.

3. l'abrogation de l'accord de 1959 qui oblige l'OMS à se concerter avec l'AIEA pour régler tout différent « d'un commun accord ».

Ces aberrations statutaires sont responsables de la subordination des intérêts sanitaires de l'ensemble de la population mondiale aux intérêts particuliers du lobby nucléaire.

### La CRIIRAD appelle :

1/ chaque citoyen à se mobiliser et à signer la pétition internationale pour la vérité sur Tchernobyl, qui sera traduite dans le maximum de langues et devra réunir 1 million de signatures pour appuyer la demande de constitution d'une commission d'enquête indépendante.

2/ tous les responsables politiques et associatifs, toutes les personnalités des milieux scientifiques, médicaux... à signer l'appel qui va être adressé au secrétaire général de l'ONU.

## PETITION

(projet en cours d'élaboration)

**Je me déclare reconnaissant envers les membres des équipes d'intervention et les centaines de milliers de liquidateurs qui ont risqué leur santé et leur vie pour empêcher que le bilan de la catastrophe de Tchernobyl ne soit considérablement plus lourd pour l'ensemble des populations :** pour stopper les rejets radioactifs, empêcher une seconde explosion, refroidir le réacteur, construire le sarcophage, nettoyer les milliers de kilomètres carrés les plus gravement contaminés, etc.

**Je me déclare solidaire des victimes de la catastrophe,** de tous ceux qui ont été exposés à la radioactivité en travaillant dans les zones à risque aux travaux de confinement et de décontamination, des quelques 200 000 personnes évacuées, des dizaines de millions de personnes exposées aux rejets radioactifs et dont beaucoup continuent de vivre 20 ans après dans un environnement contaminé et de consommer des aliments radioactifs.

**Je me déclare scandalisé par le bilan que les agences de l'ONU ont publié pour la célébration du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la catastrophe, bilan qui viole le b. a. ba de toute démarche scientifique afin de minorer au maximum l'impact sanitaire et environnemental de l'explosion.**

**Je refuse que toutes ces personnes qui ont souffert, souffrent, ou souffriront, des conséquences de la catastrophe soient , en outre, victimes du cynisme d'organismes officiels qui refusent de reconnaître leur existence. Je ne veux pas que mon silence me rende complice d'une telle indignité.**

## **Je demande qu'un bilan le plus exact possible soit établi et qu'il serve à redéfinir les modalités de protection des populations en cas de nouvelle contamination :**

Bilan officiel : les effets sanitaires de l'exposition à la radioactivité sont mineurs. En revanche, on constate de graves traumatismes causés par les évacuations. Utilisation de ce bilan biaisé pour gérer à moindre coûts les prochaines contaminations (attentat, accident, uranium appauvri...) : maintien des populations dans les zones contaminées, sans indemnités ni prise en charge.

### **C'est pourquoi je demande à Monsieur Kofi ANNAN, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :**

1. **la constitution d'une commission d'enquête internationale, pluraliste et indépendante chargée de contre expertiser le bilan officiel publié par l'ONU (censé apporter des « réponses définitives » sur « l'ampleur réelle de l'accident »).**

2. **l'inscription à l'ordre du jour des travaux de l'ONU de :**

. **la révision des statuts de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) : tant que cette agence a en charge le développement des applications civiles de l'énergie nucléaire, elle ne doit plus intervenir sur les recherches relatives aux conséquences sanitaires des expositions à la radioactivité.**

. **l'abrogation de l'accord qui lie depuis 1959 l'OMS à l'AIEA et oblige les 2 agences à régler d'un commun accord les différents qui les opposent.**

## **Missions de la commission d'enquête indépendante**

Elle sera chargée d'auditer le travail effectué par l'AIEA et l'OMS au cours des 20 dernières années. L'audit portera notamment sur les conditions d'élaboration et de diffusion du communiqué conjoint publié par l'AIEA, l'OMS et le PNUD « Tchernobyl : l'ampleur réelle d'une catastrophe ». Les auteurs affirment notamment que le bilan de mortalité s'élève aujourd'hui à 60 décès : 9 enfants décédés des suites d'un cancer de la thyroïde radioinduit ; 51 parmi les intervenants qui ont reçu de très fortes doses de rayonnement (personnel de la centrale et des équipes de secours). Selon les 3 agences onusiennes, le bilan de mortalité s'élèvera, au maximum, à 4 000 décès.

Ces conclusions sont présentées comme la manifestation d'un consensus scientifique et médical international. Elles servent désormais de justification à la reprise d'une vie « normale » dans les territoires contaminés (repeuplement, développement économique et diminution des apports en aliments non contaminés, des séjours en sanatorium, etc).

La commission d'enquête devra notamment vérifier la comptabilisation officielle des décès imputables à Tchernobyl. Devront notamment être contrôlés les protocoles et critères retenus par l'AIEA, l'UNSCEAR et l'OMS pour exclure de la liste des victimes les liquidateurs décédés. En liaison avec les associations de familles de liquidateurs (qui revendiquent des dizaines de milliers de décès imputables à l'exposition à la radioactivité libérée par l'explosion de 1986), un nombre suffisant de dossiers devra être sélectionné et les membres de la commission d'enquête devront vérifier si les experts de l'ONU disposaient d'arguments scientifiques et médicaux suffisants pour affirmer que l'exposition à la radioactivité n'a joué aucun rôle dans leur décès et pour les rayer de la liste des victimes de Tchernobyl.

Sous réserve du respect de l'anonymat des victimes, le travail de la commission, ses méthodes, ses moyens d'action et ses résultats devront être pleinement accessibles et prévoir des débats contradictoires avec les différentes parties et notamment les familles et leurs conseils et représentants.

Lien vers le communiqué conjoint AIEA-OMS-PNUD

[http://www.criirad.org/actualites/tchernobylfrancbelarus/AppellIntcontrebilanAIEA/cpconjoint\\_aieaomspnud.doc](http://www.criirad.org/actualites/tchernobylfrancbelarus/AppellIntcontrebilanAIEA/cpconjoint_aieaomspnud.doc)

### **Remarque de Stop-Nogent**

Si l'annulation de l'accord AIEA/OMS de 1959 est une **condition nécessaire** pour un fonctionnement normal de l'OMS qui viserait à assurer un bon état sanitaire des populations ce n'est pas une **condition suffisante** pour que cela soit réalisé d'une façon correcte dans les faits. Ainsi, c'est en 1958 –**avant** la signature de l'accord- qu'est publié par l'OMS un texte des plus pronucléaires qui soient, le rapport d'un groupe d'études, 21-26 octobre 1957, Genève « Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques », *Rapport technique n°151*, Genève, 1958. Dans ce groupe d'études figure Maurice Tubiana qui deviendra l'éminence grise de la radioprotection en France.

Ce texte dithyrambique qui donne des solutions pour que l'énergie nucléaire « pacifique » soit acceptée sans problèmes, semble bien être une réponse à l'inquiétude manifestée par les généticiens face aux prévisibles répercussions du programme « L'atome pour la paix » lancé par Eisenhower le 8 décembre 1953 lors de l'assemblée générale des Nations-Unies. Les généticiens s'alarment de ce programme de nucléaire civil.

Ainsi, un groupe d'études réuni par l'OMS comprenant le prix Nobel H.J.Muller publie « Effets génétiques des radiations chez l'homme » (OMS, 1957) qui met en garde contre l'action néfaste des rayonnements ionisants qui entraînent des mutations chez beaucoup d'êtres vivants des bactéries aux mammifères. Ils estiment que les mutations nouvelles seront néfastes pour les êtres vivants et leur descendance. Ils n'ont pas été entendus... Et depuis Tchernobyl des mutations nouvelles ont été observées au Bélarus, en Ukraine (études de Doubrova, Goncharova).

N'est-il pas rageant de voir que brusquement les journaux s'aperçoivent que les réserves mondiales de charbon sont plus importantes que celles de pétrole et de gaz et représentent au moins 200 ans de consommation ? Un supplément pleines pages du *Monde* avec cartes des gisements à l'appui montrant des gisements quasiment équitablement répartis sur la planète (source de non friction entre pays à l'opposé de la situation « pétrole » source de conflits). A propos de charbon « propre » et du gaz carbonique émis par la combustion du charbon il est même fait état de ce qui a commencé à s'effectuer ailleurs, la « séquestration » du gaz carbonique.

Pourquoi *Le Monde* n'a-t-il pas publié « Chronique d'un désastre annoncé » que j'ai envoyé en réponse à M. Jacques Bouchard qui prônait le recours au nucléaire dans un gros article pleine page ? Pourquoi *Libération* n'a pas publié un texte sur le charbon « propre » au moment des luttes à Gardanne (où devait être

construite une chaudière LFC –lit fluidisé circulant- qui aurait secondé celle existante ? (M. Amalric ne l'a pas jugé d'actualité). Rien n'a été écrit dans ces journaux pour contrer la politique d'EDF de démantèlement de notre parc thermique classique. Pendant ce temps AREVA se permet d'éditer « Alternatives » qui vante les énergies renouvelables, tout comme nos écologistes, avec un nouveau type d'éolienne, une éolienne « couchée » sur le toit d'une maison. Avec une erreur fantastique : à AREVA on n'est pas à un facteur 1000 près, il est indiqué que la puissance de l'éolienne en question est de 9 MW. Ne serait-ce pas plutôt 9 kW ? Chapeau !

**Le nucléaire ne représentant qu'une faible fraction de l'énergie primaire consommée mondiale, et la part française encore moins, son remplacement par le charbon n'aurait qu'une influence négligeable sur l'effet de serre planétaire.**

B.B.

## Appel à l'aide du Pr. Nesterenko, directeur de l'institut de radioprotection BELRAD (Biélorus)

Dans « *Des nouvelles du Biélorus* » (*Lettre d'information* 109/110) j'avais indiqué que des projets européens d'aide aux habitants de l'ex-URSS -dits projets TACIS- déposés par Nesterenko et acceptés, avaient été refoulés en juin par un comité d'approbation du programme CORE qui supervise désormais tous les projets parce que ces projets, dont l'un en partenariat avec l'association des enfants de Tchernobyl-Biélorus, comportait la distribution de pectine aux enfants. Une réunion contradictoire sur l'efficacité de la pectine a eu lieu à Minsk sous l'égide de l'ambassadeur de France au Biélorus qui avait demandé une expertise à l'IRSN. (Youri Bandajevsky avait été autorisé à venir de Clermont-Ferrand pour assister à cette réunion). L'«expertise » de l'IRSN a été particulièrement négative.

W. Tchertkoff nous a transmis un appel à l'aide de Nesterenko car des sources importantes de financement de BELRAD par des fondations caritatives lui ont fait défaut cette année (y a-t-il eu des « pressions » ?) ce qui rend acrobatique le fonctionnement de BELRAD, le paiement des salariés de l'institut et la réalisation des programmes de radioprotection en cours dans des villages de zones contaminées : mesures de la contamination des aliments et de la charge corporelle en Césium137 des enfants, distribution de la pectine de pomme « Vitapect » aux enfants pour faire baisser leur activité spécifique (charge en Bq/kg de poids de l'enfant), examens cliniques etc.

Il faut compenser la défection des grosses fondations et ce n'est que par l'accroissement de notre aide, à nous, les petits donateurs, que des enfants pourront recevoir la pectine.

- Citons la première phrase du texte « *Pour ou contre l'emploi de la pectine de pomme* » présenté à Minsk lors de cette réunion par Michel Fernex\* : « *Reconnaître le rôle protecteur de la pectine de pomme pour les enfants, c'est reconnaître que le Cs-137 incorporé dans certains organes, irradie l'organisme et est responsable de maladies.* (...) ». Puis le rôle des « structures écran au service du nucléaire » [1] est rappelé : « *On comprend pourquoi le projet CORE, soutenu par les nations nucléarisées et lancé par le CEPN, ONG créée et gérée par le lobby de l'atome en France, tente d'exclure de la liste des programmes qu'il finance, le projet de Belrad qui prévoit des cures de pectine pour les enfants contaminés au Cs137. Le CEPN a réalisé le projet ETHOS au Biélorus, projet que nous avons critiqué, du fait qu'en 5 ans, ces interventions n'avaient en aucune façon ralenti la détérioration de la santé des enfants. ETHOS a servi de modèle au nouveau grand projet du CEPN, CORE, mis en place grâce aux financements de l'Union européenne et d'états nucléarisés, y compris la Suisse. A nouveau, avec CORE, la santé des enfants n'occupe pas la place qu'elle devrait avoir, à nos yeux, dans un environnement contaminé.* (...) ».

- Rappelons que le Forum Tchernobyl [2] a conclu en septembre 2005 qu'il n'y a aucune incidence négative grave sur la santé constatée sur les habitants des zones contaminées. Les problèmes essentiels seraient psychologiques (*ils sont à la fois stressés -ce qui les rend timorés- et irresponsables*). Il faut que les habitants acquièrent une mentalité de « battants » et deviennent autonomes économiquement. Finalement, CORE (coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les zones contaminées) est le modèle qui a été mis en avant par l'AIEA lors de ce Forum pour « normaliser » la situation dans ces régions. Mesures agronomiques, économiques, culturelles c'est la mise en œuvre de toute une stratégie, celle d'une *servitude volontaire* [3] pour maintenir dans le calme les gens sur place et qui, en fait, vise à nier que les radiations ont un effet biologique et sont responsables d'une dégradation de la santé, surtout de celle des enfants. Pour les experts officiels la contamination chronique interne par le césium 137 via les aliments conduit à des doses trop faibles pour qu'elles aient un effet sanitaire. Et pourtant, les enfants sont malades...

Mais finalement la charge corporelle des enfants a-t-elle diminué chez les enfants des villages inclus dans le programme CORE ? Leur santé s'est-elle améliorée ? Il ne semble pas que ce soit le cas.

Ces zones contaminées auraient dû être évacuées. Il est clair que le meilleur remède actuellement pour les enfants serait de pouvoir vivre avec leurs parents en zone « propre ». Comment l'envisager alors que les effets nocifs des radioéléments sont niés et que Loukachenko veut une centrale nucléaire pour le Biélorus... En éliminant une partie du césium radioactif incorporé la pectine permettrait d'empêcher le basculement vers des *états pathologiques irréversibles* qui s'installent lorsque la charge corporelle en Cs137 est trop élevée. Ainsi, la pectine est un palliatif mais elle est indispensable aux enfants.

B.B.

[1] *Lettre d'information* 101/102 fev-mai 2004

[2] *Lettre d'information* 108 oct-déc. 2005 p. 1-6

[3] *Lettre d'information* 103, juin-juillet 2004. R. Belbéoch *Tchernoblues*, l'Esprit frappeur, Paris 2001.

\* Médecin, Professeur émérite de la faculté de médecine de Bâle, Suisse. Lors de l'assemblée générale de novembre 2005 de l'association des enfants Tchernobyl-Biélorus la présidente Solange Fernex, malade, a demandé qu'il assure provisoirement les fonctions de Président et de trésorier.

**Adhésion et dons** à l'association des *Enfants de Tchernobyl Biélorus*, 20 rue principale, 68480 Biederthal.  
(Un reçu fiscal est envoyé aux donateurs).  
<http://enfantsdetchernobylbelarus.doubleclic.asso.fr>

## Les facilités de l'information « à chaud »

Ce n'est pas le titre qu'a choisi Michel Chevalet Chef du service scientifique [sic] à TF1 pour son article dans la Revue Générale Nucléaire (RGN 1986 n°3 mai-juin) pour expliquer les problèmes auxquels les individus de son genre sont soumis quand survient une « information à chaud ». Le titre de son article était « *Les difficultés de l'information à chaud* ». Il décrit assez bien la situation dans laquelle se trouvent les « médiatiques médiateurs scientifiques » en cas de phénomènes non prévus mais cependant prévisibles.

Pour lui l'événement doit être « traité ». Les faits ne sont pas suffisants s'ils ne sont pas intégrés dans une « information » (un formatage de l'opinion publique). Il est intéressant de lire ce qu'il a écrit « à chaud » sur Tchernobyl ;

« Les difficultés de l'information « à chaud »

(...) Le problème c'est qu'il faut non seulement annoncer les événements mais aussi les « traiter », les expliquer à chaud même si l'on ne dispose pas dès le début, et c'est le cas la plupart du temps, de toutes les informations nécessaires. Votre rédacteur en chef vous dit : « Tu as deux minutes et demie au journal de 20 heures, pour traiter Tchernobyl... » et il faut se lancer, décrire, expliquer alors que les données dont on dispose « à chaud » sont insuffisantes, incertaines, parfois contradictoires.

Le premier réflexe est de faire appel à nos connaissances, de sonder notre mémoire pour essayer d'y voir clair. Et puis il faut partir à la recherche des archives, retrouver les plans, les maquettes, les documents. Il faut aussi, et c'est capital, faire appel à notre réseau d'informations. Mais évidemment, dans ce cas-là, toutes les lignes téléphoniques sont saturées et les responsables sont pratiquement impossibles à joindre. Heureusement, en l'occurrence, l'un d'entre eux a eu l'excellent réflexe de prendre les devants et de m'appeler lui-même : c'est François Cogné, le directeur de l'IPSN. Nous avons travaillé ensemble afin d'essayer d'échaffauder [sic] notre information. Et pendant plusieurs jours à propos de Tchernobyl, notre collaboration a été permanente ».

Ainsi ce Michel Chevalet « chef du service scientifique à TF1 » se déclarait totalement incompétent pour « traiter » à chaud Tchernobyl à partir des faits et des informations disponibles. Il lui a fallu l'aide d'un « responsable » en sûreté et en radioprotection, le directeur de l'IPSN (institut de protection et de sûreté nucléaire du Commissariat à l'énergie atomique, CEA). Ainsi Chevalet fait la preuve que toutes les informations diffusées par TF1 ont été formatées par le CEA. L'indépendance des informateurs de la télé, de la presse, de la radio n'est qu'un mythe. Mais ce qui est curieux c'est que ce chef du service scientifique à TF1 ne voit rien d'incongru à écrire « à chaud » que son travail n'était que de la retransmission des désirs des autorités nucléaires.

La lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine - Directeur de publication : Claude Boyer - CPPAP n°AS 71349 - Dépot légal : à parution Trimestriel - Abonnement : 1 an/4 n° : 8 - Adhésion : 8 /an - Maquette : Stop Nogent - Imprimerie : Reprocoptie.

Courrier : Comité Stop Nogent-sur-Seine - 81, rue du Temple - 75003 PARIS  
[http://www.dissident-media.org/stop\\_nogent](http://www.dissident-media.org/stop_nogent) E-mail : [stopnogent@wanadoo.fr](mailto:stopnogent@wanadoo.fr)  
Représentant légal Claude Boyer  
Secrétaire : Roger Bordes - Trésorière : Anne-Marie Chenet 01 42 78 18 36

### Bulletin d'adhésion et d'abonnement

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopie : \_\_\_\_\_

Portable : \_\_\_\_\_ e-mail : \_\_\_\_\_

- Adhésion : 8 par an don : \_\_\_\_\_  
 Abonnement à la Lettre d'information du Comité Stop-Nogent-sur-Seine (1 an) : 8  
(gratuit pour les étudiants et les RMistes adhérents du comité)

81, rue du Temple - 75003 Paris

